

L'ÉVÉNEMENT

SYNDICAL

N° 36

21^e année • mercredi 5 septembre 2018

l'hebdomadaire du syndicat UNIA

Place de la Riponne 4 • 1005 Lausanne • tél. 021 321 14 60 • redaction@evenement.ch • www.evenement.ch

JAA CH-1005 Lausanne P.P. / Journal Poste CH SA

POINT DE MIRE

Pur bon sens

Sonya Mermoud

De la fourche à la fourchette, ébranlés par plusieurs scandales alimentaires, les consommateurs s'inquiètent de plus en plus du contenu de leur assiette. Mais aussi des modes de production. De l'impact sur la nature. Du traitement réservé aux animaux de rente. Une préoccupation qui s'exprime dans différentes initiatives populaires. Le 23 septembre, la population sera ainsi appelée à se prononcer sur deux textes relatifs à la thématique. L'un promeut la souveraineté alimentaire, une agriculture de proximité, une rémunération correcte des travailleurs du domaine, une nourriture sans OGM, des droits de douane sur l'importation et une régulation des volumes.

Sur fond de changements climatiques, de disparition de la biodiversité, de surexploitation des sols, l'autre mise sur une production transparente tenant compte de l'environnement, des humains et des bêtes. Et plaide également en faveur d'aliments sains, produits dans des conditions écologiques et équitables, comme du respect de normes de qualité et de durabilité pour les denrées provenant de l'étranger.

Soumis prochainement aux urnes, ces deux objets, aux sensibilités similaires, précèdent encore d'autres projets également à teneur agricole (pesticides, eau potable). Autant dire que l'intérêt pour ces questions, pur bon sens, ne cesse de gagner du terrain. N'en déplaie aux opposants de tous bords dénonçant, concernant les textes soumis aux urnes, un diktat alimentaire, une perte des variétés sur nos étals, des exigences écologiques et sociales exagérées, une soviétisation de l'agriculture ou encore des entraves aux traités de libre-échange. Une fronde qui espère surtout faire mouche en prédisant une augmentation des prix. Jouant sur la peur et l'épaisseur du portemonnaie. Sans tenir compte des coûts sanitaires, sociaux et environnementaux liés à une nourriture industrielle et à l'agriculture intensive. Sans se soucier des problèmes de pollution et de surproduction. Sans égard pour une qualité qui doit primer sur la quantité alors que, s'il faut envisager des économies, c'est bien contre le gaspillage qu'il faut agir. 30% des denrées terminent dans les poubelles! Bref, un manque de vision parfaitement irresponsable des adversaires de ces initiatives incapables de prendre le pouls d'une population qui pourtant manifeste déjà aujourd'hui sa volonté de changement. Les distributeurs l'ont d'ailleurs bien perçu, eux qui ne cessent de vanter un assortiment local, de mettre en avant des images d'une nature bucolique, de paysans et d'animaux heureux. Beaucoup de poudre aux yeux alors que trois fermes disparaissent chaque jour en Suisse; que des légumes espagnols cultivés par des esclaves ou presque parviennent dans les rayons; que la maltraitance animale reste une triste réalité; que des poulets aux antibiotiques du Brésil figurent sur la carte de certains restaurants; que les traités en négociation visent à ouvrir plus largement le marché à des denrées malsaines comme l'huile de palme... Aux Suisses de savoir s'ils veulent dès lors donner une impulsion supplémentaire en votant oui à des initiatives œuvrant en faveur d'un avenir nettement plus alléchant... ■

HORLOGERIE: UNIA VALAIS ROMPT LES NÉGOCIATIONS



Alors que le secteur de l'horlogerie est florissant, les patrons valaisans proposent une augmentation dérisoire des salaires minimums. Leur dernière offre: 30 francs, soit 4 francs de plus seulement puisque le renchérissement automatique négocié au niveau suisse se monte à 26 francs. Unia Valais a rompu les négociations et porté le cas devant les instances nationales. **PAGE 9**

PROFIL



Marco Smacchia, magiquement vôtre.

PAGE 2

SUISSE

Unia dénonce l'initiative anti-immigration de l'UDC.

PAGE 3

LECTURE

Syngenta au cœur du Livre noir des pesticides.

PAGE 5

HISTOIRE

La grève de 1918 au Musée de Bienne.

PAGE 6

SPECTACLE

«1918.ch» est le titre d'un théâtre populaire commémorant la grève générale. A découvrir à Olten. Levée de rideau.

PAGE 7



PARCELLES DE RÊVE...

Rien n'est impossible pour le magicien professionnel Marco Smacchia faisant naître des étincelles dans le regard des spectateurs. De quoi le rendre heureux

Sonya Mermoud

Ni lapin tiré d'un chapeau, ni assistante découpée en deux. Pas davantage de costume pailleté ou de décorum. Marco Smacchia utilise pour ses tours des accessoires simples. Et c'est bien là toute sa force. Sa marque de fabrique. Parvenir avec deux bouts de papier et trois allumettes à bluffer son public. Interloquer son monde avec un banal jeu de cartes, quelques pièces, des crayons et des foulards, jusqu'à lui en faire perdre son latin. Déstabiliser et énerver gentiment les plus cartésiens des participants. Bref, rendre l'ordinaire extraordinaire tout en recourant à des objets du quotidien. Se passionnant pour la magie impromptue, le jeune homme de 31 ans est un adepte du «close up», en d'autres termes il adore se produire directement ou presque sous les yeux des spectateurs. Et surtout au nez et à la barbe de leur bon sens. Non sans arborer un air énigmatique, renforçant encore la prestation d'une aura de mystère...

DEXTÉRITÉ ET BLUFF

«J'apprécie la proximité. Elle donne une tout autre ampleur aux tours. Et prouve que tout est possible», sou- rit Marco Smacchia citant, parmi les qualités requises à la pratique, dex- térité, audace, curiosité. Et, bien sûr, une bonne dose d'épate et de théâtre comme un entraînement soutenu. Sans oublier, naturellement, la néces- sité d'aimer les gens. «Ma motivation? Offrir des parcelles de rêves au pu- blic et voir naître des étincelles dans les regards. Ouvrir des parenthèses joyeuses dans le quotidien et se sen- tir utile. Des moments d'échange qui me rendent heureux», affirme le prest- idigitateur qui pratique aussi le men- talisme, créant l'illusion de facultés pa- ranormales. «On lit dans les pensées d'autrui... Enfin... Le procédé se base surtout sur un mélange de psychologie, de programmation neurolinguistique, de suggestions et de déductions visant à influencer l'interlocuteur», poursuit- il sans en révéler davantage, convain- cu par la «puissance phénoménale du

cerveau». Et alors qu'il étoffe encore sa formation avec l'apprentissage de tours de pickpocket. «Mais ce n'est pas ma branche favorite. Je préfère clairement le bluff au vol.»

SOUS LE CHARME

Se produisant dans le cadre de spec- tacles et d'événements particuliers – soupers d'entreprise, anniversaires, mariages, etc. – Marco Smacchia donne aussi des cours et vend des articles de magie. Il s'est lancé en professionnel il y a quatre ans sous le nom de «Red Curtain» (Rideau rouge). L'illusionniste consolide ses revenus en travaillant quelques heures par semaine dans un magasin de jouets, à Lausanne. L'en- seigne même où a été acheté son pre- mier coffret de magie, reçu à l'âge de 8 ans. Premier coup de foudre, confirmé, deux ans plus tard, par la découverte d'une représentation des *Anneaux ma- giques* à Morges. Si le gosse d'alors est totalement sous le charme, il est tou- tefois trop jeune pour suivre une for- mation dans le domaine. Mais la magie opère... Un maître du domaine prend l'enfant sous son aile et lui permet de suivre des séances dans le cercle qu'il préside. Avant qu'il n'intègre l'acad- mie de magie à Lausanne et décroche son diplôme. Un sésame d'un genre particulier qui sera complété par un CFC de gestionnaire de commerce. Mais revenons à la passion de Marco Smacchia qui, il l'espère, sera demain son unique gagne-pain, et au plus beau tour qu'il aimerait exécuter. «Ce serait de réussir ma vie. De fonder une fa- mille. D'être heureux. Et, sur scène, de voler», répond le Lausannois se défi- nissant comme un être curieux, rêveur parfois mélancolique et colérique. Et assurément d'une grande sensibilité, lui qui confie pouvoir s'émouvoir aux larmes devant un couple de personnes âgées se tenant la main.

L'AMOUREUX DES CHATS

Naturalisé suisse, le jeune trentenaire d'origine italo-espagnole relève avoir conservé de ses racines des «valeurs latines»: les grandes tablées familiales, la joie, le partage... «De l'amour, quoi!» Bienvenu, alors qu'il porte un regard

relativement sombre sur la vie. «J'aim- rais la voir en rose, mais elle ne l'est pas. C'est aussi une des raisons qui m'ont poussé à exercer ce métier.» Et l'artiste de dénoncer pêle-mêle la pollution, les mers blindées de plastique, la faim dans le monde, la guerre, les armes, etc. Autant de maux que le prestidigi- tateur souhaiterait faire disparaître. «La planète est foutue», lance-t-il, révolté, ne voyant plus d'intérêt à voter, fusti- geant encore au passage les politiciens qui brandissent la déculpabilisation comme fer de lance. Heureusement qu'il y a la famille, les amis et la nature

pour le ressourcer. L'humour comme joker. Les chats, qu'ils adorent pour leur indépendance et leur élégance, et le sien en particulier, son «psy». La musique assistée par ordinateur qu'il compose, sa seconde passion. Et bien sûr, l'envie de vivre plein de choses qui incite Marco Smacchia, interrogé sur sa plus grande peur, à répondre la mort. «J'y songe souvent. Pourquoi? Mystère. L'idée de perdre des proches m'est tout aussi insupportable», confie l'artiste peut-être alors d'autant plus réceptif à la magie de la vie. Et d'inviter chacun à ouvrir les yeux et à prendre le temps

de l'observer. «La magie est partout», affirme Marco Smacchia. «On en a la preuve chaque jour. Le mirage d'oasis dans le désert, les extraordinaires au- rores boréales ou encore une pensée qui se porte sur une personne et la voi- là qui appelle... Rien n'est impossible.» Dubitatif? Vous pourrez dans tous les cas recourir au talent de Marco Smac- chia. Il saura faire illusion... ■

www.redcurtain.ch



THIERRY PORCHET

Marco Smacchia, l'art de bluffer son monde...



DE BIAIS

Daniel Süri

QUE DU BONHEUR!

Hans Im Obersteg, dit HIO. Cadre âgé de la Manip (Mission d'action nova- trice de l'industrie privée). Plan de carrière: bientôt retraité. Situation émotionnelle: légèrement décalé par rapport à la réalité, constate chaque jour que les choses continueront à se faire sans lui. Ce qui n'est pas pour lui déplaire. Surtout depuis qu'il a ap- pris que la Manip allait se mettre en quête d'un CHO. Qu'est-ce que c'est c'te bête? Un CHO, c'est un sous-CEO qui s'occupe d'un secteur particulier. Vous ne savez pas ce qu'est un CEO

(à prononcer *si-i-euo*)? Vous n'utili- sez pas régulièrement cette abrévia- tion dans vos dîners en ville? Vous ne lisez pas *Le Temps*? Ni le défunt *Heb- do*? Bon, alors tout est à refaire. Un CEO, suivez-moi bien, c'est com- pliqué, c'est un Chief Executive Offi- cer. Donc un directeur général (DG) ou un administrateur délégué. Le patron, quoi. Un CHO, c'est un Chief Happiness Officer. Comme vous avez déjà pigé que Chief Officer voulait dire à peu près directeur ou respon- sable de quèque chose, ne reste plus qu'à résoudre l'énigme du Happiness. Des chansons comme *Oh Happy Day* (hommage à Aretha Franklin au pas- sage) ou encore *Happy Birthday to You* (avec ou sans Marilyn Monroe), ça doit bien vous aider, non? Mais oui: *happy*, c'est joyeux, heureux, et *Happiness*, c'est le bonheur. Donc, un CHO, c'est un directeur ou un respon- sable du bonheur. Dans une entre- prise? Dans une entreprise. Vous imaginez bien, dans le monde cruel qui est le nôtre, que si une bouf- fonnerie pareille a pu voir le jour, c'est parce qu'il y avait du fric à la clef. Et

c'est bien le cas. On a effectivement trouvé une université — dans le beau pays d'Alexander Boris de Pfef- fel Johnson, dit Boris Johnson — ca- pable de démontrer que le bonheur permettait d'augmenter la producti- vité de 12%! Dis donc, le filon! Même que l'ONU a décrété que le 20 mars serait la Journée internationale du bonheur. Il existe donc un rendez- vous international de tous ces profes- sionnels du bonheur, le World Happi- ness Summit, et des labels, comme le «Happy at Work», qui fait la liste des entreprises où l'on bosse sourire aux lèvres. Même Coca-Cola s'y est mis en fondant le Coca-Cola Happiness Institute, qui publie dans de nom- breux pays des baromètres de l'hu- meur nationale. Alors, comment ça va? Ça gaze! Il existe aussi une vaste enquête in- ternationale, appelée «Truck Your Happiness» visant à mesurer le bon- heur. Si vous voulez y participer, pas de problème: vous téléchargez l'appli- cation y relative sur votre téléphone portable et c'est fait. En vous rappe- lant, comme le veut la règle du Net,

que si c'est gratuit, c'est que vous êtes le produit. Mais au fond, quel mal y aurait-il à créer des conditions de travail ren- dant heureux les collaborateurs et les collaboratrices de Monachon & Dumauthioz Sàrl, installations sani- taires? Ben, justement il ne s'agit ab- solument pas de conditions de travail. On n'est pas chez les bolchos, ici, on est chez Coca-Cola! D'abord, le bon- heur, c'est in-di-vi-duel. C'est votre pétrole à vous, que vous devez aller forer, pour faire fonctionner la ma- chine à produire. C'est de votre res- pon-sa-bi-li-té. Compris? Et si malgré tous les efforts du CHO, malgré les ba- by-foot dans la salle de détente, mal- gré les «happy drinks» du vendredi soir, malgré les événements ludiques de toutes sortes, vous n'y arrivez pas? Mais, c'est de votre faute! C'est vous qui faites de la résistance, qui n'arri- vez pas à être assez heureux quand on vous le demande, qui n'embaroufflez pas vos courriels de multiples smi- leys, frimousses ou binettes, censés traduire vos états d'âme, nécessaire- ment positifs! Du coup, ceux et celles

qui n'arrivent pas à répondre correc- tement à cette injonction permanente au bonheur, à ses signes extérieurs du moins, développent une... hap- pycondrie. Comme vous avez toutes et tous vu le film *Supercondriaque* de Dany Boon, vous vous y connaissez donc en hypocondrie, cette trouille de tomber malade. L'happycondrie, c'est la trouille de ne pas être assez heu- reux. Etape suivante: la déprime. Bref, l'exact inverse de l'objectif des CHO de tout poil. Mais quel•le•s empoté•e•s, ces salarié•e•s! On leur concocte un plan bonheur du plus beau jaune chaleu- reux qui soit, on leur file des tuyaux pour réguler leurs émotions et n'en exprimer que les plus positives et qu'est-ce qu'ils font? Paf! Ils partent en déprime. Humeur au sous-sol et gaité d'un glaçon en deuil. Pas simple, la tâche d'un CHO. CHO bouillant, même. M'enfin, comme dirait Gas- ton, z'avaient qu'à pas tripatouiller nos zygomatiques, aussi! ■

UNIA DÉNONCE L'INITIATIVE DE L'UDC ANTI-IMMIGRATION

Le syndicat s'oppose au retour des contingents discriminatoires que sous-tend la nouvelle initiative de l'UDC dite de «limitation»

Aline Andrey

Le 31 août, l'UDC a déposé son initiative intitulée «pour une immigration modérée (initiative de limitation)» lancée en janvier. Dans les faits, celle-ci veut résilier la libre circulation des personnes avec l'Union européenne et ainsi abolir les mesures d'accompagnement qui protègent les salaires et les conditions de travail. Dans un communiqué, Unia réagit et s'oppose «au retour des contingents

discriminatoires qui ont toujours été un instrument d'exploitation». Le syndicat rappelle le honteux statut de saisonnier qui a existé jusqu'en 2002 en Suisse. «Les saisonniers logeaient dans des baraques, étaient totalement à la merci de leur employeur et touchaient des salaires de misère bien inférieurs au niveau des rémunérations usuelles du pays. Les conditions et les contrats de travail n'étaient que peu contrôlés, ce qui a engendré une forte pression sur les salaires dans de nom-

breuses branches. L'UDC rêve manifestement de revenir à cette Suisse de l'exploitation et du dumping salarial», souligne Vania Alleva, présidente du syndicat Unia. Et le syndicat de relever: «L'UDC montre une fois de plus son vrai visage: une experte de la démagogie qui prétend agir au nom du peuple alors qu'elle est en réalité profondément hostile aux droits des salariés, qui constituent une grande majorité de ce même peuple.»

CONTRE LES DROITS DES TRAVAILLEURS

Unia rappelle les dernières attaques du parti de droite contre les droits des travailleurs. L'UDC s'est ainsi opposée à la réduction de la durée de travail (en 2002), à une offre de formation suffisante (en 2003), à l'assurance maternité (en 2004), à l'amélioration des mesures d'accompagnement (en 2005 et en 2009). Elle a soutenu l'allongement des horaires de travail (en 2005 et en 2013) et le démantèlement de l'assurance chômage (en 2010). Elle s'est aussi opposée à une augmentation des vacances (en 2012), à la limitation des rémunérations abusives (en 2013) ainsi qu'aux salaires minimums (en 2014). «Voilà à quoi ressemble le palmarès politique d'un parti qui ne se soucie pas des intérêts des salariés», conclut Unia qui privilégie la voie de la libre circulation et des mesures d'accompagnement «ce qui implique de protéger davantage les salaires et les droits des travailleuses et travailleurs en Suisse, pas de les abolir». ■



Unia défend la voie de la libre circulation et des mesures d'accompagnement.

L'USS RAPPELLE L'IMPORTANCE DES ACCORDS BILATÉRAUX

«Pays situé au centre de l'Europe, la Suisse a besoin d'entretenir des relations de qualité et stables avec l'Union européenne; pour des raisons tant politiques qu'économiques, indique l'Union syndicale suisse (USS) dans un communiqué. L'introduction de la libre circulation des personnes, combinée à des mesures d'accompagnement efficaces, a été un progrès important. Si l'on compare avec l'époque des anciens systèmes de contingents, la main-d'œuvre étrangère en Suisse est aujourd'hui moins exposée à l'arbitraire patronal.» La possibilité de défendre de meilleurs salaires en combattant le dumping grâce aux mesures d'accompagnement est ainsi mise en péril par l'initiative de l'UDC dite de «limitation», selon la faïtière syndicale qui la combattra «de toutes ses forces». ■ AA

Vers une grève des femmes?

Luttant contre l'inégalité salariale et les violences sexuelles, les femmes d'Unia annoncent être prêtes à préparer une grève l'an prochain

Sonya Mermoud

Égalité salariale, violences sexuelles, congé parental: voilà les principales thématiques abordées le 1^{er} septembre dernier lors de la conférence des femmes d'Unia réunies à Neuchâtel. A cette occasion, une centaine de participantes ont dénoncé, une nouvelle fois, l'absence de volonté poli-

tique du camp bourgeois de résoudre le problème de la discrimination entre hommes et femmes en matière de revenus. «Les femmes sont spoliées de 300 000 francs en moyenne au cours de leur vie professionnelle... La révision de la loi en cours au Parlement est une honte pour les femmes, seul 1% des entreprises auraient l'obligation de procéder à des analyses de l'égalité salariale,



A la fin de la conférence, les femmes d'Unia ont illustré leur revendication: égalité salariale, *now* (ndlr maintenant).

sans mesures de sanctions et avec un dispositif limité dans le temps», s'est indigné Unia dans un communiqué. Aussi, l'assemblée s'est dite prête à lutter avec force contre cette situation. Avec, un premier rendez-vous d'ores et déjà programmé le 22 septembre*, date de la manifestation nationale pour l'égalité salariale et contre la discrimination. Un signal qui, s'il devait rester lettre

morte, générera une nouvelle mobilisation. «Avec d'autres organisations et syndicats, Unia prépare une grève des femmes pour 2019.»

VIOLENCES RÉPANDUES

Les participantes se sont aussi penchées sur la nécessité de durcir les mesures contre le sexisme et les violences. Et de relever que, sur Internet,

les femmes sont plus que la moyenne touchées par les discours haineux liés à leur corps ou à leur sexualité. La récente agression de cinq Genevoises dans la ville du bout du lac a aussi alimenté la discussion. «Ce ne sont malheureusement pas des cas isolés. D'après plusieurs études, 40% des femmes ont déjà subi des violences physiques ou des menaces. Les schémas de pensée et de comportement sexistes sont souvent le socle des violences.»

Les congés paternité et parental et le renforcement de la protection de la maternité ont aussi nourri les débats. Pour les femmes d'Unia, il est impératif de soutenir l'initiative réclamant 20 jours de congé pour les pères à la naissance de leur enfant. Elles réclament en outre un véritable congé parental de 38 semaines, comme le propose aussi la Commission fédérale de coordination pour les questions familiales – «sur ce point la Suisse est la lanterne rouge de l'Europe». «L'amélioration du congé maternité, l'introduction d'un congé paternité digne de ce nom et d'un congé parental n'ont que trop tardé» selon Unia. ■

*Manifestation nationale pour l'égalité salariale, 22 septembre à 13h30, Schützenmatte, Berne.

Le PF17 fribourgeois ne convainc pas la gauche et les syndicats

Le Conseil d'Etat ressort de son chapeau un taux d'imposition des entreprises extrêmement bas

Jérôme Béguin

Dans le canton de Fribourg, les syndicats et les partis de gauche rejettent résolument les objectifs fiscaux du Conseil d'Etat. Début juillet, celui-ci a présenté sa stratégie de mise en œuvre cantonale du Projet fiscal 17 (PF17). Le gouvernement maintient sa volonté d'abaisser le taux d'imposition des sociétés de 19,86 à 13,72%, comme déjà prévu dans le cadre de la RIEIII (3^e réforme de l'imposition des entreprises), refusée par 63% des Fribourgeois. L'exécutif éva-

lue les pertes de recettes fiscales annuelles à 40,5 millions de francs pour le canton et 33 millions pour les communes et les paroisses. Pour tenter de faire passer la pilule, il promet une enveloppe de 30 millions pour augmenter les allocations familiales de 20 francs par mois et d'autres mesures consacrées aux crèches, à la formation professionnelle et aux subsides maladie. Vendredi 24 août, au cours d'une conférence de presse, Armand Jaquier est intervenu pour critiquer la «pinerie» du Conseil d'Etat, qui ne propose qu'une «modeste augmentation des allocations familiales alors que, depuis dix ans, elles n'ont progressé que de 15 francs». «L'amélioration des allocations ne peut être une compensation, c'est un besoin pour les familles fribourgeoises», a tranché le secrétaire régional d'Unia Fribourg entouré des représentants de la gauche et des syndicats. Le député socialiste a aussi dénoncé la «poudre aux yeux» que constituent les subventions maladie, «entièrement payées par la Confédération», et la «présentation trompeuse» des mesures en faveur de la formation

professionnelle: «Les cours interentreprises sont déjà à la charge des entreprises formatrices. Le Conseil d'Etat prévoit de faire participer les entreprises qui ne forment pas d'apprentis. Il ne s'agit là que d'un rééquilibrage du financement entre employeurs et en aucun cas d'un financement supplémentaire.» Enfin, en ce qui concerne les 5 millions à destination de l'accueil extrafamilial, Virginie Burri, secrétaire syndicale du SSP, relève que le gouvernement en liant cette aide à la réforme fiscale opère un «chantage»: «Il fait de la rétention de moyens qui auraient dû bénéficier depuis longtemps déjà aux familles et montre ainsi clairement que les exigences de quelques entreprises passent avant les besoins de la population.» Les mesures proposées n'emportent donc pas l'adhésion des forces progressistes, qui exigent une réforme équilibrée, tant sur le plan du maintien des recettes fiscales que des prestations à la population, ce qui situerait, selon elles, le taux d'imposition au-dessus de la barre des 16%. Président du PS fribourgeois, Benoît Piller relève qu'en l'état,

la réforme provoquera «d'importants manques de ressources pour les budgets futurs» et une «spirale néfaste». «Fribourg doit mettre en avant ses atouts avant de pratiquer du dumping fiscal. Nous pouvons offrir du personnel qualifié, multilingue, nous avons une université de renom et des hautes écoles, ce qui nous donne un potentiel appréciable pour la recherche et le développement. La situation du canton,

placé sur des axes importants de communication, contribue à cette attractivité.»

Le Conseil d'Etat devrait finaliser son message sur le PF17 cantonal en octobre, après la décision des Chambres fédérales sur la réforme nationale. Il est prévu que le Grand Conseil fribourgeois l'examine d'ici à la fin de l'année. ■

BRÈVE

LES MAÇONS PASSENT À L'ACTION!

La coupe est pleine pour les travailleurs de la construction. Explosion du travail temporaire, déréglementation des horaires, suppression des rares protections en cas d'intempéries et immobilisme des employeurs, c'en est trop! Hier, alors que ce journal était déjà sous presse, les syndicats genevois du secteur donnaient le coup d'envoi à la mobilisation des maçons lors d'une action de grande envergure. Nous y reviendrons, en textes et en images, dans notre prochaine édition du 12 septembre. ■ MT

UNIA NEUCHÂTEL

**COURS
PREVHOR
GRATUITS**

**GRATUITÉ POUR LES MEMBRES,
MÊMES NOUVEAUX, TRAVAILLANT
DANS UNE ENTREPRISE CONVENTIONNÉE
DE L'HORLOGERIE.**

- **COURS DE METROLOGIE & LECTURE DE PLANS**
LE LOCLE - DÉBUT: JEUDI 30 AOÛT, 17H À 21H.
- **COURS D'ANGLAIS**
LA CHAUX-DE-FONDS - DÉBUTANT ET AVANCÉ
DÉBUT: LUNDI 3 SEPTEMBRE, 17H30 À 19H.
- **COURS D'INFORMATIQUE EXCEL**
LA CHAUX-DE-FONDS - DÉBUT: JEUDI 30 AOÛT,
17H30 À 19H

INSCRIPTIONS ET RENSEIGNEMENTS:
FRANCISCO PIRES · 032/729.22.63
FRANCISCO.PIRES@UNIA.CH

MINI ANNONCE

RENCONTRES

Maria, 61 ans, divorcée,
Bellevaux 5, 2000 Neuchâtel.
079 290 53 51

L'ÉVÉNEMENT SYNDICAL
Place de la Riponne 4
1005 Lausanne
Tél. 021 321 14 60
Fax 021 321 14 64
redaction@evenement.ch
www.evenement.ch

ÉDITEUR L'Événement syndical
Syndicat Unia

PRÉSIDENT: Aldo Ferrari

RÉDACTRICE EN CHEF Sylviane Herranz

RÉDACTRICE EN CHEF ADJOINTE
Sonya Mermoud

ADMINISTRATRICE Nicky Breitenstein

JOURNALISTES
Sylviane Herranz, Sonya Mermoud,
Aline Andrey, Manon Todesco,
Jérôme Béguin

COLLABORATEURS RÉGULIERS
Evelyne Brun, Christophe Gallaz,
Ambroise Héritier, Freddy Landry,
David Prêtre, Jean-Claude Rennwald,
Daniel Süri

PHOTOGRAPHES
Neil Labrador, Thierry Porchet

ABONNEMENTS 39 éditions par an
Abonnement annuel Fr. 60.-
Abonnement de soutien Fr. 100.-
forum@evenement.ch
Publicité pub@evenement.ch

CONCEPTION & MISE EN PAGES
Atoll "îlots graphiques"
Catherine Gavin

IMPRESSION
Centre d'impression Tamedia SA
Tirage contrôlé 60 371 exemplaires

**WWW.
EVENEMENT
.CH**

150 ANS

LE COURRIER

OFFRE

150 ANS



ABO WEB 150.- au lieu de 229.-*

ABO COMBI 200.- au lieu de 299.-*

* Pour tout nouvel abonnement Web ou Combi d'une année conclu en 2018.

lecourrier.ch/abo abo@lecourrier.ch



ÉGALITÉ SALARIALE

NOW

#ENOUGH18

Ça suffit! Manifestation
nationale pour l'égalité salariale
et contre la discrimination

Samedi, 22.9.2018
Berne, Schützenmatte
13h30

Aller	Ville	Retour
11h02	Genève	19h24
11h19	Nyon	19h02
11h39	Morges	18h46
11h59	Lausanne	18h28
13h01	Fribourg	17h38
13h34	Berne	17h14

Train gratuit. Inscription à femmes@unia.ch
auprès de ton secrétariat régional d'Unia.

www.unia.ch/manif-egalite-salariale

UNIA

Les salaires des femmes en Suisse
sont toujours de 20% inférieurs
à ceux des hommes.

SYNGENTA CONDAMNÉ DANS «LE LIVRE NOIR DES PESTICIDES»

L'ONG bâloise Multiwatch a publié cette année la version francophone de son livre sur Syngenta. A lire ou à relire

Aline Andrey

Un livre fait la lumière sur les méthodes de Syngenta: *Le livre noir des pesticides. Syngenta: le Monsanto suisse*, dont l'édition francophone est sortie il y a quelques mois. Ecrit par un groupe de militants de l'ONG Multiwatch, il revient sur les problèmes rencontrés partout dans le monde par des populations en prise avec la multinationale sise à Bâle, rachetée en 2017 par ChemChina. L'idée de ce livre a germé en 2015, au moment où la firme a été choisie par le Gouvernement bâlois comme partenaire à l'Exposition universelle de Milan organisée sous la devise «Feeding the Planet, Energy for Life» (Nourrir la planète, Energie pour la vie). Alors que Syngenta alimente «l'engrenage des pesticides», notamment avec le paraquat et l'atrazine, ses produits les plus controversés.

LA NATURE RÉQUISITIONNÉE

Premier producteur de pesticides du monde et troisième fabricant de semences, Syngenta est, avec Monsanto, le symbole de l'agriculture industrielle. Comme le relève Multiwatch dans son livre: «Les trois quarts de ses activités sont consacrés aux produits phytosanitaires, et un quart aux organismes génétiquement modifiés (OGM). Nous assistons à l'appropriation de la nature par des multinationales dans le but de constituer des monopoles sur

le marché des semences et des pesticides.» Avec entre autres conséquences, l'obligation pour les paysans d'acheter des graines – produites auparavant librement – accroissant les risques d'endettement et de diminution de la biodiversité. Sans compter que «l'usage des pesticides est l'un des facteurs majeurs de la pollution de l'environnement et de la dégradation de la santé des paysans et des populations exposées à ces produits». Les exemples ne manquent pas: du Pakistan à Hawaï, de l'Inde au continent africain, et dans toute l'Amérique latine. Le livre de Multiwatch est ainsi dédié à Keno, leader syndicaliste du mouvement brésilien des travailleurs sans terre, assassiné en 2007 par les membres d'une société de sécurité privée mandatée par Syngenta. Un symbole de la violence qui se cache derrière le contenu de nos assiettes.

LA LUTTE S'ORGANISE

En mars 2017, la rapporteuse spéciale chargée du droit à l'alimentation, Hilal Elver, estimait que l'utilisation des pesticides pouvait être considérée comme une violation des droits humains, 200 000 décès environ pouvant y être imputés chaque année. Multiwatch a lancé récemment une pétition* demandant que Bâle, en tant que siège du plus gros producteur de pesticides du monde, verse des dommages et intérêts pour les victimes et leur offre les soins nécessaires.

Le rachat en avril 2017 de Syngenta par le groupe public chinois ChemChina n'a pas eu d'incidence majeure sur les activités de la multinationale, hormis le fait qu'elle a pu être retirée de la Bourse, rendant ses affaires encore plus opaques. Silva Lieberherr, économiste à Pain pour le prochain, ne perd toutefois pas espoir. Elle écrit, en annexe de l'édition francophone: «Cependant, depuis la publication allemande de notre livre noir, la résistance aux produits agrochimiques et aux bre-

vets sur les semences et sur le vivant s'est également accrue. En 2018, nous avons manifesté devant les portes de Syngenta pour la troisième fois déjà avec des milliers de personnes. Partout, des bourses de semences ou des coopératives agricoles, des réseaux politiques et des alliances internationales fleurissent. Toujours plus de personnes exigent l'interdiction des pesticides et des alternatives agro-écologiques. Le mouvement de résistance pour une autre agriculture est massif.» ■

Le livre noir des pesticides. Syngenta: le Monsanto suisse, Multiwatch, Editions d'en bas, Lausanne, 2018, traduction française

*www.act.campax.org/petitions/nicht-in-unserem-namen-basel



Le 19 mai dernier, plus de 2000 personnes ont manifesté à Bâle pour une agriculture plus écologique et sociale et contre les entreprises agrochimiques, telles que Syngenta et Monsanto.

«La nature n'est pas une fabrique»

Questions à Roman Kuenzler, membre de Multiwatch et coauteur du livre

Propos recueillis par Aline Andrey

Comment est-ce possible que Syngenta puisse exporter des pesticides interdits en Suisse, comme le paraquat par exemple?

C'est une caractéristique du système impérial actuel. La pollution la plus visible, les empoisonnements par des pesticides les plus graves, les formes d'exploitations les plus extrêmes des êtres humains et de la nature se font dans les pays du Sud, pendant que les profits s'accumulent dans les pays du Nord, en Suisse notamment. Aujourd'hui, des milliers de personnes nagent dans le Rhin, la pollution de la chimie bâloise s'étant déplacée dans des pays comme le Brésil ou la Chine. Les dégâts perpétrés par l'agrochimie et l'agriculture industrielle dans les pays du Sud sont énormes: paysans spoliés de leurs terres, droit à la nourriture et à la santé bafoué... C'est un système très violent. Pour ne prendre que l'exemple du paraquat, celui-ci a fait l'objet de nombreuses expertises qui ont prouvé sa dangerosité. Dans notre livre, on a suivi la lutte d'une communauté à Hawaï qui se mobilisait pour réglementer l'utilisation massive de ce poison sur ses terres. C'est seulement après de nombreuses manifestations et des pressions continues à un niveau international que la situation a évolué avec l'obtention d'une zone tampon entre les champs d'épandage et les écoles, et l'obligation d'avertir la population lors de son utilisation. Mais ce n'est pas suf-

fisant. Les victoires des mouvements citoyens existent, mais sont dures à mener. En Suisse, où siègent de nombreuses multinationales nuisibles au monde, nous avons l'obligation d'être aux côtés de ces mouvements et de remettre en cause le pouvoir de l'agrochimie dont le budget de lobbying est énorme.

Ce livre va dans le sens de la campagne d'Uniterre pour la souveraineté alimentaire. En quoi celle-ci pourrait freiner les pratiques des multinationales?

La souveraineté alimentaire est à l'extrême opposé de Syngenta et de Monsanto, car elle promeut une agri-

culture soutenable, agro-écologique et démocratique. Inscrire les revendications altermondialistes, développées par La Via Campesina, le plus grand mouvement social du monde avec plus de 200 millions de membres, dans la Constitution du pays où se trouve le siège du plus gros producteur de pesticides serait très important. Notre génération doit freiner le changement climatique, la dégradation des sols et de la biodiversité pour ne pas détruire le fondement de la vie organisée sur la Terre. Une autre politique agricole est nécessaire. Le concept de souveraineté alimentaire appliqué au niveau mondial ne laisserait plus de place pour des sociétés comme Syngenta et Monsanto. Heureusement, il y a une prise de conscience, et l'on sait aujourd'hui que la productivité peut être bien meilleure dans le système agro-écologique que dans celui des monocultures qui couplent OGM et pesticides et auxquelles s'ajoutent l'exploitation extrême des animaux et les transports de longue distance basés sur le pétrole. La nature n'est pas une fabrique. Les changements climatiques montrent l'urgence de privilégier une agriculture respectueuse de la nature et des humains. ■

MONSANTO CONDAMNÉ AUX ÉTATS-UNIS

Un jugement historique. Le 10 août, le géant de l'agrochimie a été condamné à verser 289 millions de dollars (288 millions de francs) à un jardinier, Dewayne Johnson, malade d'un cancer incurable. Les juges ont estimé que sa maladie pouvait être imputable à l'utilisation des herbicides Ranger Pro et Roundup Pro contenant du glyphosate. Le tribunal s'est notamment référé aux Monsanto papers, des documents internes qui montrent que la firme était au courant de la dangerosité de son herbicide. Monsanto a déjà prévenu qu'il ferait appel. Mais la société n'est pas au bout de ses peines. «Des centaines d'autres procès sont en cours aux Etats-Unis», relève René Lehnher, l'initiateur du Tribunal citoyen contre Monsanto. «On espère que ce jugement aura une influence positive.»

L'annonce du jugement a fait perdre plus de 10% aux actions de Bayer, qui a racheté formellement Monsanto le 7 juin pour 63 milliards de dollars. Depuis mars 2015, le glyphosate est considéré comme substance probablement cancérogène par le Centre international de recherche sur le cancer. Reste qu'il est toujours autorisé en Europe et ailleurs. ■ AA

POING LEVÉ

QUAND ON VEUT, ON PEUT

Par Manon Todesco

Bilan en demi-teinte. En 2016, Solidar Suisse épinglait les entreprises en Suisse qui fabriquent ou commercialisent des casseroles *made in China* en raison des conditions de travail souvent catastrophiques dans lesquelles exercent les ouvriers. Ces sociétés, dont Migros, Coop ou encore Ikea, s'étaient alors engagées à améliorer la situation, notamment en mettant en place des contrôles dans les usines. Depuis, des chercheurs de l'ONG China Labor Watch ont infiltré lesdites usines pour voir ce qui a changé, ou pas. Il s'avère que, si des améliorations considérables ont été constatées, de graves violations subsistent...

Peut (beaucoup) mieux faire. En effet, il ne faut pas nier les efforts de ces trois fabriques, qui en deux ans se sont mises à rémunérer les congés annuels et les absences pour maladie, à légèrement augmenter les revenus et à cesser de ne plus payer les salaires à la suite de l'annonce de démissions. Le hic, c'est que ces prouesses (qui nous paraissent, à nous, tellement évidentes) s'arrêtent là. Le rapport de Solidar pointe encore des horaires de travail excessifs allant jusqu'à 12 heures par jour, des heures supplémentaires non rémunérées, des contrôles sanitaires inadéquats et des lacunes en matière d'équipements, de protection et de sécurité. On peut également souligner l'absence de syndicat ou encore le recours à des déductions salariales dues à des erreurs de production. Au total, douze formes de violations des droits du travail chinois ont été relevées. Pire encore, l'ONG, qui a évalué une tierce usine pour la première fois, remarque que les conditions de travail sont plus désastreuses aujourd'hui qu'en 2016.

Prendre ses responsabilités. La morale est claire: lorsque les problèmes sont identifiés et que les entreprises font preuve d'engagement et de bonne volonté, les choses vont dans le bon sens. Mais elles sont encore trop nombreuses à traîner des casseroles. Pour que les conditions de travail soient complètement assainies tout au long de la chaîne d'approvisionnement, elles doivent continuer à assumer leurs responsabilités et accentuer leurs efforts. Parce que les travailleurs ne méritent pas d'être traités comme de la vulgaire marchandise. Quant à nous, citoyens consommateurs, sachant que 60% des casseroles que nous achetons en Suisse sont produites en Chine, nous pouvons toujours nous tourner vers les autres 40% ou prioriser les objets de seconde main. Nous pouvons aussi d'ores et déjà nous préparer à voter en faveur de l'initiative pour des multinationales responsables, qui demande l'instauration d'un devoir de diligence pour les entreprises basées en Suisse, afin que plus aucune d'entre elles ne ferme les yeux sur les violations des droits humains et les dommages écologiques provoqués par leurs filiales à l'étranger. ■

ENTRE GRÈVE GÉNÉRALE ET GUERRE, 1918 S'EXPOSE À BIENNE

Le Nouveau Musée de Bienne consacre une remarquable exposition à la grève générale de 1918 et le contexte de guerre et de privations dans lequel elle s'est inscrite. A voir jusqu'à la fin de cette année



Appel à une conférence des leaders révolutionnaires à Bienne.

Pierre Noverraz

Illustrations: photos prises au Musée par PN

Les impacts de la Première Guerre mondiale, la paupérisation dramatique des couches populaires, la grève générale: le Nouveau Musée de Bienne a fait de ces trois événements le fil rouge de son exposition «1918, Guerre et Paix» visible jusqu'à la fin de cette année. «Tout est lié. On ne peut pas comprendre la grève générale sans saisir le contexte de l'époque dans laquelle elle s'est déroulée», explique Florian Eitel, conservateur de la partie historique du Musée. L'exposition dont il est le maître d'œuvre illustre de manière vivante et didactique cette période trouble, marquée par la guerre en Europe, les conflits sociaux et la misère. Un climat douloureux auquel s'ajoutaient encore les affres de la grippe espagnole. Elle en retrace l'histoire globale

tout en mettant la focale sur les événements particuliers qui ont marqué la région biennoise. Une plongée dans le passé régional qui a réservé aux chercheurs son lot de surprises: «Nous avons été étonnés par la profondeur de la misère sociale qui régnait ici à cette époque. Pour beaucoup, trouver de quoi manger relevait d'une lutte quotidienne.»

EMEUTES DE LA FAIM

Une lutte qui prit une tournure dramatique le 8 juillet 1918, où Bienne fut le théâtre d'une émeute de la faim d'une rare violence. Bravant l'interdiction de manifester décrétée par les autorités locales, près de 800 personnes se rassemblent ce jour-là au cœur de la vieille ville pour s'élever contre la pénurie alimentaire et contre les prix prohibitifs du lait et des pommes de terre, notamment. Face à la répression, les protes-

tataires lancent des pavés et des pierres sur les policiers et les façades des bâtiments officiels. La réserve de pommes de terre communale est pillée. Le lendemain, le général Ulrich Wille – dont les inclinations autoritaires sont notoires – débarque en ville et la place sous le commandement de l'armée. Il fait poser une mitrailleuse à la place du Bourg. Le bilan de l'émeute est lourd. Très lourd: un ouvrier de 22 ans, Edmond Jeannet, meurt des suites d'une balle perdue dans un tir de sommation. Ce drame n'empêchera pas la justice militaire de condamner 21 manifestants à des peines allant jusqu'à deux mois de prison. Et un certain nombre d'entre eux l'ont été pour de simples vols de pommes de terre...

TENSION À SON COMBLE

Cette émeute et la manière de la réprimer en disent long sur le climat social qui prévalait alors sur fond de pénurie liée à la guerre sévissant aux frontières du pays. Et c'est cela qui va creuser le lit de ce qui deviendra, en Suisse, la plus grande grève de tous les temps, la grève générale observée par 250 000 salariés du 12 au 14 novembre 1918. L'exposition du Nouveau Musée de Bienne se penche bien sûr sur la dimension nationale de cette grève mais aussi sur son volet régional. Très syndiqués, en particulier dans l'industrie horlogère, les travailleurs de la région biennoise et du Jura bernois réussirent à stopper les activités de la plupart des entreprises et des services publics. A travers des documents souvent inédits, notamment des échanges de courrier, l'exposition retrace les positions et les actes aussi bien des contempteurs de la grève que de ses acteurs et partisans. Exemple, la prise de position d'un industriel qui voyait dans ces événements le spectre du bolchevisme et en appelait à la répression patriotique ou, au contraire, le témoignage d'un ancien membre du comité de grève biennois. Cet aiguilleur de Madretsch, nommé Ernst Studer, joua un rôle clé lors du blocage d'un train par les grévistes au cours duquel des coups de fusil furent tirés par des soldats dépêchés sur les lieux. Révoltée, la

foule massée était prête à se venger. Pour éviter un bain de sang, et plus particulièrement le lynchage des soldats, Ernst Studer prit l'initiative de faire séquestrer les culasses de fusil et de raccompagner la troupe à la gare, sous protection. Le tribunal militaire le condamna pourtant à deux jours de prison pour «mise en danger de la sécurité intérieure de la Confédération» et sa carrière dans les chemins de fer fut compromise. «On m'a reproché d'avoir désarmé les soldats. Mais ça m'avait permis d'empêcher un bain de sang», déclara-t-il en 1973.

RÉHABILITER LES CONDAMNÉS

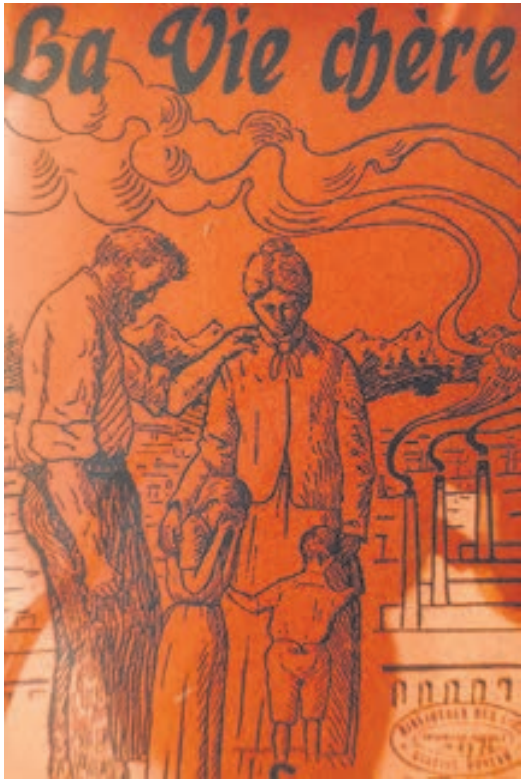
Studer ne fut pas le seul condamné. Loin s'en faut. Le bloc bourgeois exigea un maximum de sévérité envers les grévistes et des organisateurs du mouvement. Pourtant, la loi n'interdisait pas la grève. La justice militaire, à laquelle furent confiés les procès, se rabattit donc sur des ordonnances fédérales incriminant la grève. «Au total, 147 ouvriers et responsables syndicaux ou socialistes furent condamnés, certains à de lourdes peines. A Bienne, 21 personnes passèrent devant les tribunaux», relève la plaquette consacrée à l'exposition. Ces condamnations ont récemment fait l'objet d'une demande de réhabilitation adressée au Gouvernement bernois par le député socialiste et syndicaliste Daniel Hügli et sa collègue de parti Béatrice Stücki. Les deux élus rappelaient que la grève générale de 1918 avait été le prélude à de grands progrès sociaux comme la réduction de la durée du travail, la mise en place de l'assurance vieillesse ou l'introduction du suffrage féminin. «Il est temps de reconnaître l'importance de cet événement pour l'évolution de la Suisse moderne et de réhabiliter les personnes qui ont été victimes de la justice militaire. L'exécutif cantonal, dominé par une majorité de droite, a botté en touche en arguant qu'une telle décision relevait de la compétence de l'Assemblée fédérale et en ajoutant qu'une réhabilitation nécessiterait... une enquête historique approfondie. Une simple visite au Nouveau Musée de Bienne aurait sans doute suffi. ■



Gravure d'Edmond Bille dans son ouvrage Danse macabre.



Affiche antimilitariste 1918.



Affiche contre la vie chère.



Menaces militaires contre la liberté de manifester.

Les dates à retenir

Dans le cadre de l'exposition, le Musée organise une série d'activités, de conférences et de débats.

16 septembre à 18h30: «Un voyage à travers l'Histoire suisse avec focus sur la grève générale de 1918». Visites et activités, également pour les plus jeunes, animées par Thomas Maissen et Peer Teuwsen.

28 octobre à 15h: Visite commentée «Du tombeau de Couperin à l'Internationale», avec la musicologue Delphine Vincent.

3 novembre de 13h30 à 19h: Table ronde «Quel est l'impact aujourd'hui de la grève générale de 1918?» Visites commentées, conférences et débats avec la participation de syndicalistes de la région, notamment Corrado Pardini, conseiller national PS et membre du comité directeur d'Unia. ■

Davantage d'infos sur le site du Musée: Info@nmbienne.ch



Premier jour de grève. Blocage des trains à Bienne.



Scènes macabres de la Première guerre mondiale.

«1918.ch»

Un théâtre populaire pour commémorer la grève générale et faire renaître dans nos mémoires un événement majeur et occulté de notre histoire

Textes Sylviane Herranz

11 novembre 1918. La guerre est finie, c'est l'armistice. La révolution a éclaté en Allemagne. La France s'inquiète du peu d'action du Conseil fédéral contre les bolcheviques. A Zurich, on fait grève et on commémore la Révolution d'octobre. Cent ans plus tard, dans la cour des anciens ateliers principaux des CFF à Olten, les spectateurs sont rassemblés. Sur les toits, des soldats, des bourgeoises, des diplomates scrutent les quatre coins de l'horizon. Sur des avant-toits, des secrétaires, des enfants, un chef de gare moustachu. Le décor historique est planté. En suisse-allemand, avec hélas seulement de rares répliques en français ou en italien. De la masse des spectateurs, évoquant les cheminots grévistes d'il y a 100 ans, s'élèvent des chants. Un chœur populaire, disséminé dans le public, qui l'entraîne dans une des halles pour assister au spectacle «1918.ch» commémorant la grève générale des 12, 13 et 14 novembre 1918.

Cela se passe dans la ville soleuroise, emblématique de la grève, qui a donné son nom au comité d'action l'ayant dirigée. Une grève générale qui a vu 250 000 personnes cesser le travail pendant trois jours, et le reprendre, non sans résistances, face au déploiement de l'armée. Dans la halle magnifique, le spectacle se poursuit. Une mise en scène magistrale, utilisant tous les recoins de la vieille bâtisse, contemporaine de la grève. La centaine d'acteurs, hommes, femmes, jeunes, enfants, tous amateurs, nous happent dans un tourbillon d'événements. Soupe populaire, travail des enfants, des femmes dans les fabriques de munitions, une jeunesse la rage au cœur, un général et son auto rutillante, une délégation russe, des politiciens, des représentants du comité d'Olten. Le spectateur est embarqué dans un climat de révolte et de tensions. Des ombres, des bruits de bottes, des soldats sous les fenêtres. Il y a aussi la mort de ces trois jeunes grévistes, horlogers à Granges, et d'autres victimes innocentes. Il y a ces ouvrières exigeant le droit au travail et «l'indépendance économique et la pleine égalité». Ces vieillards courbés, sans revenu. L'AVS, une des neuf revendications de la grève, mettra encore quelques années avant de naître.

Visuellement, musicalement, grâce l'orchestre Basel Sinfonietta, et émotionnellement, «1918.ch» offre un grand moment de théâtre populaire. Malheureusement pour les francophones, les surtitres, tenus, ne sont pas d'une grande aide. Le français est néanmoins à l'honneur lorsqu'une jeune fille interprète *La gosse*, cette ouvrière doreuse de La Chaux-de-Fonds: Lucie Ablitzer, jeune socialiste révoltée par la guerre et engagée pour la cause des femmes.

Ce soir-là à Olten, à la fin du spectacle, un soldat dépenaillé surgit, mégaphone à la main. Il em-



Scène consacrée à la tuerie de Granges.

mène les spectateurs dans un autre coin des ateliers CFF. C'est Blaise Carron, syndicaliste d'Unia à Monthey, dans la peau d'un déserteur, géothérapeute sur le front. La masse des spectateurs et des figurants se déplace jusqu'à une petite estrade. Là, l'officier de l'administration militaire de Brigue l'interroge sur les raisons de sa désertion. Accompagné d'un jeune soldat hilare, le déserteur raconte son travail de guérison par le rire: «Sur le front, les soldats sont morts la joie au cœur»... Répliques, mimiques, éclats contagieux, le public est conquis. Le petit groupe fait partie de la vingtaine de troupes de différents cantons animant une partie du spectacle. A découvrir encore une fois le 15 septembre! ■

PRATIQUE:

Les représentations ont lieu du mercredi au dimanche, jusqu'au 23 septembre (jours ouvrables à 20h, dimanche à 17h, ouverture des portes 2 heures avant) supplémentaires les lundi et mardi 24 et 25 septembre. Connaissances du suisse-allemand ou de l'allemand recommandées.

Prochains spectacles à Olten, avec des participations de troupes romandes:

Genevoise: 8 et 9 septembre. «1918, Granges, 1932, Genève, 1976, Soweto, etc. L'armée en

vient à tirer sur sa propre population. Comment cela se peut-il?»

Valaisanne: 15 septembre. «Brigue, Bureau de l'administration militaire, un déserteur hilare sème la panique dans la hiérarchie de l'armée.»

Vaudoise: 21, 22 et 23 septembre. «Tandis que l'armistice est signé, que la Marseillaise retentit, les femmes se rêvent en citoyennes.»

Plus d'informations sous: www.1918.ch

Du Valais à Olten, «l'esprit montheysan» pour déjouer l'horreur de la guerre

Ce vendredi 24 août, la petite troupe montée pour la circonstance effectue sa dernière répétition dans un théâtre montheysan (photo en haut à gauche). Le soir même, elle jouera dans les anciens ateliers CFF d'Olten, à la fin du spectacle célébrant les 100 ans de la grève générale. Ils sont quatre sur les planches: deux syndicalistes d'Unia, Blaise Carron et Giorgio Mancuso, dans la peau de soldats déserteurs, et Eric Morisod et Pierre Giovanola, acteurs amateurs. Lorenzo Malaguerra, directeur du Théâtre du Crochetan à Monthey, et Mali Van Valenberg, fondatrice d'une compagnie à Sierre, sont attentifs. Ils ont réalisé la mise en scène du texte écrit pour l'occasion par l'écrivain neuchâtelais Roger Favre. Ensemble, ils porteront à Olten (autres photos) «l'esprit montheysan». L'esprit montheysan? «On tourne les trucs à la rigolade. Monthey est une ville de carnaval, de revue, industrielle, populaire et prolétaire», sourit Eric Morisod, juste avant de faire entrer les spectateurs dans la halle des CFF d'Olten. Que le spectacle commence! ■

PHOTOS: THIERRY PORCHET



HORLOGERIE: UNIA VALAIS ROMPT LES NÉGOCIATIONS

Alors que le secteur de l'horlogerie est florissant, les patrons valaisans ne proposent que 30 francs d'augmentation pour les salaires minimums. Inacceptable, selon Unia

Aline Andrey

Après plusieurs mois de négociations, les patrons valaisans de l'horlogerie restent inflexibles sur l'augmentation des salaires. Leur dernière offre: 30 francs, soit 4 francs de plus seulement puisque le renchérissement automatique négocié au niveau national se monte à 26 francs. Un montant «indécemment» pour Unia Valais qui s'est trouvé contraint de rompre les négociations et de porter le cas devant les instances nationales. Pour rappel, les salaires minimums sont négociés au niveau cantonal ou régional. Dans l'horlogerie valaisanne, ils se montent à 3440 francs pour le personnel non qualifié et à 4400 francs pour le personnel au bénéfice de 4 ans d'apprentissage. «Comment peut-on vivre avec 3000 francs net par mois? De surcroît lorsqu'on a une famille?» s'indigne Francine Zufferey, secrétaire

syndicale d'Unia Valais. «Alors que la branche de l'horlogerie mise sur le luxe, elle crée des *working poor*! Une situation d'autant plus scandaleuse pour le syndicat que la santé de ce secteur est excellente et prometteuse. «Le premier semestre 2018 a été le meilleur que le secteur horloger a connu depuis 2012, indique son communiqué. En outre, après un chiffre d'affaires record pour la première partie de l'année, le groupe Swatch auquel appartient ETA, de loin la principale entreprise valaisanne du secteur, s'est montré à plusieurs reprises très optimiste pour l'ensemble de l'année 2018.»

PARTAGER LE GÂTEAU

ETA avait déjà été épinglé par Unia en février, car il représente la grande majorité des salariés conventionnés de la branche en Valais. Le syndicat demandait alors une hausse de 100 francs; puis a consenti à diminuer ce montant à

hauteur de 70 francs. Et ce, alors qu'aucune augmentation n'a eu lieu depuis plusieurs années. «Les employés ont fait des efforts et nous n'avons pas revendiqué des hausses de salaires, conscients des difficultés rencontrées dans le secteur. Mais aujourd'hui, ce n'est plus possible. Face à ce nouvel essor de l'horlogerie, qui se confirme, le gâteau doit être partagé avec tous, et surtout les petites mains, estime Francine Zufferey. Rappelons que nous ne parlons que des salaires minimums à l'embauche. Cette augmentation permettrait de surcroît de contrer le dumping et de faire preuve de reconnaissance envers les travailleurs.» Selon la CCT, plusieurs éléments doivent être pris en compte. Unia en

relève certains points: le résultat des négociations sur le renchérissement, l'évolution des salaires dans l'horlogerie ainsi que dans les autres branches industrielles, l'évolution des exportations horlogères, des entrées de commandes et du marché du travail. Des critères non pris en compte par la délégation patronale, selon le syndicat. Or, dans les autres branches de l'industrie valaisanne, les augmentations ont été de l'ordre de 1,2% environ. «Les négociations des salaires des constructeurs métalliques, malgré les souffrances réelles des entreprises liées à la concurrence étrangère, ont permis une augmentation de 75 francs. Et ce n'est qu'un exemple parmi d'autres»,

précise Francine Zufferey. «Il est très probable que d'autres régions fassent recours aux instances nationales. La situation est variée: la région Vaud/Fribourg doit se prononcer dans les prochains jours, Unia Transjurane attend une décision du patronat... Nous sommes dans une phase décisive, relève Raphaël Thiémar, responsable national de la branche. Ce qui signifie, d'après la CCT, que les responsables au niveau national devront tenter de trouver une solution. Je rencontrerai donc les représentants patronaux; avec la vigoureuse reprise des affaires dans le secteur et les chiffres record des grands groupes horlogers, il leur sera difficile d'invoquer la crise...» ■



Fin février, Unia Valais avait distribué des informations devant l'entreprise horlogère ETA, propriété du groupe Swatch.

Nouvelles négociations en cours au *Matin*

Les employés de Tamedia laissent une ultime chance à la conciliation. Les négociations portent sur le plan social des licenciés du *Matin* et l'avenir des rédactions romandes

Manon Todesco

Aujourd'hui, mercredi 5 septembre, une première séance de médiation a lieu entre les employés du *Matin*, leurs représentants et Tamedia, l'éditeur zurichois ayant saisi fin août l'Office de conciliation et d'arbitrage en matière de conflits collectifs du canton de Vaud. Dans ce contexte, les membres des rédactions romandes de Tamedia, réunis en assemblée gé-

nérale le jeudi 30 août, ont décidé de suspendre leur préavis de grève agendé pour le 3 septembre. Les employés ont la volonté de «laisser une ultime chance à la conciliation avec Tamedia», mais leurs règles sont claires. «Les rédactions ont mandaté leur délégation afin qu'elle demande un calendrier de négociations accéléré qui débute par le plan social pour les licenciés du *Matin* papier et se poursuive avec des discussions sur l'ave-

nir du groupe et de ses rédactions en Suisse romande.» Elles réclament également la levée des sanctions contre les grévistes. En effet, comme annoncé dans une précédente édition, Tamedia a pénalisé certains employés du *Matin* en leur retenant deux jours sur leur paie du mois d'août. L'éditeur zurichois a sévi après la grève du dé-



Les rédactions romandes avaient débrayé en juin dernier. Elles ont suspendu leur préavis de grève du 3 septembre, une nouvelle séance de médiation étant en cours.

but du mois de juillet. «Cela a été fait de manière tout à fait aléatoire, informe Patricia Alcaraz, secrétaire syndicale chez Syndicom. Certains employés ayant participé à la grève n'ont pas été sanctionnés, et d'autres, en vacances ou n'y ayant pas participé, ont vu leur salaire amputé. C'est un scandale!» Le syndicat ne compte pas passer l'éponge et entend bien régler ce point collectivement.

FORTE MOBILISATION

«Nous avons rempli notre part du contrat en suspendant la grève lors de la médiation avec le Conseil d'Etat, reprend la syndicaliste. De son côté, Tamedia s'était engagé à ne recourir à aucune mesure de rétorsion envers les employés et les grévistes. Partant, nous considérons que ces sanctions n'ont pas lieu d'être.» Une nouvelle assemblée générale aura lieu le 10 septembre et déterminera, selon les avancées de

la conciliation, les suites à donner au mouvement. La grogne ne cesse de monter dans les rédactions de Tamedia, notamment avec l'éviction il y a quelques jours du rédacteur en chef de la *Tribune de Genève*, Pierre Ruetschi. Alors que l'employeur parle de «séparation» d'un commun accord, les employés y voient un «limogeage» de leur chef pour avoir défendu les intérêts de la rédaction et, notamment, refusé de donner les noms des grévistes.

Ce climat a poussé, le 30 août, 2000 professionnels des médias romands et allemands à se rassembler sur la place Fédérale à Berne contre les mesures d'austérité dévastatrices et la suppression massive de postes favorisant l'appauvrissement de la diversité de la presse en Suisse. Des politiciens régionaux et nationaux de tous bords ont apporté leur soutien à l'action. ■

EN UN CLIN D'OEIL

Solidarité avec les migrants!



«Stop à l'Europe forteresse», «Non à la prise en otage des réfugiés» ou encore «Les bateaux coulent, la Suisse refoule». Le 29 août, plus de quelque 120 manifestants se sont rassemblés sur la place de l'Europe à Lausanne et une centaine d'autres devant le consulat italien à Genève pour dénoncer la «politique d'asile inhumaine» de nos voisins et la complicité de l'Union européenne et de la Suisse. L'action, appelée par Solidarités, les syndicats – dont Unia – et les partis de gauche, est directement liée aux événements qui se sont produits récemment dans le port de Catane, en Sicile. Pour rappel, le ministre de l'Intérieur Matteo Salvini a bloqué le débarquement de 177 réfugiés pendant plusieurs jours. Une «prise

en otage» qui visait à faire pression sur l'Europe, priée de «se presser de faire sa part». Les manifestants ont également dénoncé la banalisation des agressions racistes et un climat anti-immigré nauséabond. La Suisse est aussi visée dans le communiqué des organisateurs: «Nous nous mobilisons pour dénoncer la responsabilité des autorités fédérales et cantonales qui s'asseyent sur leurs engagements en termes d'accueil des réfugiés, qui n'ont eu de cesse de durcir le droit d'asile et se font les exécuteurs zélés des Accords de Dublin en renvoyant des centaines de requérants. Ici aussi, nous exigeons un accueil digne et immédiat des personnes en exil!» ■ MT/photos Neil Labrador

AUTOUR DU CINÉMA SUISSE ROMAND

La Cinémathèque suisse, avec l'aide de «Mémorial» et de la RTS, procède régulièrement à la restauration de films suisses plus ou moins récents. Elle vient de le faire pour *Vive la Mort*, *Quatre d'entre elles* et *Seuls*. Une bonne occasion pour jeter un regard rétrospectif et attirer l'attention sur un cinéaste romand de grand talent, Francis Reusser.

L'avant-Mai 68

Le souvenir de Mai 68 n'est pas toujours abordé avec sérénité. Il en est, comme certains proches de l'UDC, qui continuent d'y voir une «révolution», maîtrisée par le retour au conformisme imposé dès l'automne 1968 par de larges milieux de la droite. On ose pourtant, et sans que cela devienne un acte de courage civique, se rappeler de cette époque avec émotion: aujourd'hui encore, je me souviens, en plein été 68, d'avoir regretté d'être déjà un peu trop «vieux» pour en goûter toutes les saveurs. On vient de revoir de nombreux témoignages sur ces années de grands mouvements libérateurs mondiaux, souvent sur les petits écrans qui reprennent des films réalisés pour le grand ou en proposant des documentaires récents composés de témoignages et de reprises d'anciennes images. Nombre de films ensuite prirent en compte «l'après-68». Cinquante ans plus tard, il est devenu intéressant de se demander comment le cinéma avait «senté venir» avant la fin des années soixante, cette période du «joli-mois-de-mai». Que peut-on retenir de ce qui

se passait alors en Suisse romande? Pour l'Exposition nationale de 1964, *La Suisse s'interroge* d'Henry Brandt est assurément une contribution qui se questionnait sur notre futur à partir d'un présent coïncé dans le conformisme des habitudes. «C'est ça, la vie?»: triste question finale posée à travers le regard inquiet d'un enfant. A Paris, l'un des nôtres, mais que personne, ou presque, ici, ne revendiquait comme tel, Jean-Luc Godard, imprégnait ses films de ce rêve de liberté utopique et anarchisante qui faisait croire que tout et n'importe quoi était magnifiquement possible. Parmi ses films, on peut citer *La Chinoise*, tourné en 1967. *Patricia*, la contribution de Francis Reusser pour *Quatre d'entre elles* donnait vie à un personnage qui aurait très bien pu s'inscrire parmi ceux mis en scène par Godard. Ce fut aussi le reproche – d'imiter Godard – que certains lui adressèrent. Dans son livre sur le cinéma suisse, Freddy Buache écrit: «Francis Reusser pense lui aussi à Godard, mais à celui de *Masculin-Féminin* ou de *La Chinoise* (qui fut réalisé, il n'est pas inutile de le rap-

peler, après ce sketch). Ce qui l'intéresse au premier chef, c'est de capter un climat mental à partir de scènes où le saugrenu doit mettre en évidence les réalités inacceptables de notre monde et la révolte nécessaire qu'appelle toute prise de conscience.»

Cette citation de Buache peut très bien servir d'entrée en matière au premier long métrage de Francis Reusser, *Vive la mort*, conçu avant 1968 si tant est, du reste, qu'un scénario précis ait existé, ce que le producteur du film ignore aujourd'hui encore, tourné en partie avant Mai 1968, mais imprégné de l'esprit de ces années-là. *Vive la mort* fut apparu en public en 1969. *Vive la mort* fut presque partout rejeté, alors que tout rentrait dans le bon ordre de la société de consommation des années septante. Revus cinquante ans plus tard, cette réalisation de Reusser et *Patricia* confirment que le cinéma pressent parfois bien ce qui va se passer dans un proche avenir. Encore eût-il fallu que ces films rencontrent leur public. Pour moi, il reste au moins le fait d'avoir contribué à ce qu'ils existent...

Par Freddy Landry

Photos: Collection Cinémathèque suisse. Tous droits réservés



Vive la mort.

Quand les cinéastes se regroupent

Lointains souvenirs personnels de spectateur poussé par Freddy Buache à se rendre à Locarno dès la fin des années cinquante: voici les noms de quelques réalisateurs ayant obtenu le grand prix dans les années soixante: Stanley Kubrick (*Le baiser du tueur*, son premier film), Alessandro Bolognini, Kon Ichikawa, François Reichenbach, Zbyszek Brynych, Milos Forman, Anthony Simmons, Evald Schorm, Glauber Rocha, Maurizio Ponzzi, Alain Tanner (en 1969). Ils ne sont pas tous tombés dans l'oubli! Parmi eux, il en est un, Forman, qui me tient particulièrement à cœur, ne serait-ce que par le souvenir d'une réelle amitié. C'est pour lui rendre hommage que, admirateurs de *Las de pique*, son premier film, nous avons créé avec feu mon épouse Micheline, Milos-films dont la première production obéissait à la notion de collection. Quatre jeunes cinéastes suisses, parmi d'autres, proposaient des courts métrages intéressants qui ne trouvaient que rarement place en avant-programme des films «normaux» présentés dans des salles. Ne serait-il pas plus efficace de faire un long métrage composé de quatre portraits de femmes à des âges différents, Sylvie (16 ans – Claude Champion), Patricia (22 ans – Francis Reusser), Erica (32 ans – Jacques Sandoz), Angèle (70 ans – Yves Yersin). La présence d'*Angèle* à la Semaine de la Critique à Cannes en 1968, puis quatre prix glanés par la réussite de la contribution de Yersin valurent au film quatre prix à Mannheim. *Quatre d'entre elles* fit modeste carrière internationale et rencontre presque inattendue avec

quelques milliers de spectateurs suisses, surtout à Lausanne et à Bâle. Pour Milos-films, c'était un bon début, avec un partiel retour des investissements financiers: suivit le premier long métrage de Francis Reusser, *Vive la mort*, puis en trente ans, une quarantaine de films d'une vingtaine de réalisateurs même pas tous suisses! Lassé, au début de ce siècle, de faire survivre une société anonyme «dormante», je voulais effacer Milos-films SA de la liste des producteurs suisses. Un des jeunes réalisateurs, complice de Milos, formula quelques regrets devant cet abandon d'activité. Milos-films SA connaît une seconde vie dans le giron de «La lanterne magique» avec Vincent Adatte, Francine Pickel et Frédéric Maire. Ce dernier dirige aujourd'hui la Cinémathèque suisse, laquelle procède, entre autres activités, à la restauration de films suisses, dont certains font l'objet de diverses remarques introduites dans cette page. Copinage? Non, amicale complicité cinéphilique de longue date... Milos-films, avec *Quatre d'entre elles*, proposait une «collection» de quatre courts films pour en composer un long. Au cours de ces années soixante, Tanner, Soutter, Goretta, Roy, Lagrange affirmèrent avec force la présence d'un cinéma fait en Suisse romande. Depuis quelques années, un nouveau groupe a mis en commun ses moyens dans *Bande à part* (titre d'un film de Jean-Luc Godard). Il est composé d'Ursula Meier, Lionel Baier, Jean-Stéphane Bron et Frédéric Mermoud. Trois générations, trois équipes: celle de *Quatre d'entre elles* fut plus discrète, donc moins connue que les deux autres!

Un livre de Freddy Buache

Le «cinéma suisse»: ça existe? Mais oui! Son existence est attestée aussi par un livre de Freddy Buache, fondateur dans les années quarante puis directeur de la Cinémathèque suisse à Lausanne – laquelle est correctement soutenue par la Confédération – critique et historien du cinéma, attiré par le surréalisme et sa dimension poétique. Buache a publié de nombreux ouvrages sur le cinéma, dont un, en 1974, de plus de trois cents pages paru aux Editions de L'Age d'Homme, qui survole ce qui s'est passé en Suisse des débuts du cinéma jusqu'aux années septante. Impossible, bien sûr, de résumer en quelques lignes le contenu d'un ouvrage qui ajoute à l'information sur l'existence d'un cinéma une réflexion critique à propos des films, des cinéastes et de la situation en Suisse. Retenons de ce survol au moins quelques éléments.

Par exemple: il est naturel qu'un ouvrage consacré au cinéma propose des images qui permettent de se remémorer des films, en les associant à l'univers culturel de leur langue originale, observation ici limitée à l'allemand et au français. Dix images de films suisses allemandiques et une d'un romand, *La vocation d'André Carrel* de Jean Choux en 1924, illustrent les quarante premières années du cinéma. Pour passer de 1940 à 1970, ce seront douze images allemandiques et quatre romandes. Le début des années septante fait apparaître un score en équilibre, huit à huit. C'est un reflet de la montée en puissance de la Suisse romande, surtout depuis les années soixante avec la mise en place de la loi fédérale sur le cinéma.



Seuls.

En Suisse romande, le «Groupe des cinq», Alain Tanner, Claude Goretta, Michel Soutter, Jean-Louis Roy et Jean-Jacques Lagrange réalisent des films qui sortent de nos frontières en s'appuyant sur d'efficaces collaborations avec la Télévision suisse romande. Leurs noms seront cités par Buache dans au moins une page sur cinq de son livre. Claude Champion, Francis Reusser, Jacques Sandoz et Yves Yersin sont donc les réalisateurs des portraits de femmes qui composent *Quatre d'entre elles*: Buache parle d'eux dans une vingtaine de pages. La différence reflète l'importance des filmographies plus que la qualité des films de deux générations différentes. L'une des raisons d'être de la Cinéma-

thèque est de conserver dans les conditions les meilleures possibles les films suisses, en procédant à leur restauration. Or, elle vient d'en terminer trois, celles de *Quatre d'entre elles*, de *Vive la mort* et de *Seuls*. Francis Reusser est l'auteur de la deuxième partie du premier et des deux autres. A juste titre, la Cinémathèque inscrit la projection des films qu'elle restaure à son programme lausannois: on peut y voir *Quatre d'entre elles* le 12 septembre prochain. Depuis quelques années déjà, la Cinémathèque fonctionne comme un distributeur pour des séances normales proposées au grand public dans les salles traditionnelles. Elle permet ainsi d'attirer l'attention sur une forte personnalité, celle de Francis Reusser. ■



La course au bonheur, un des courts métrages de *La Suisse s'interroge*.



Quatre d'entre elles.

10 BILLETS GRATUITS ET 20 INVITATIONS!

Nous tenons à la disposition de notre lectorat 10 billets gratuits gracieusement offerts par la Cinémathèque suisse à faire valoir pour un film de votre choix.

Attention, ces entrées ne sont toutefois pas valables lors des avant-premières et des ciné-concerts.

Intéressés? Ecrivez-nous à forum@evenement.ch ou à L'Événement syndical, place de la Riponne 4, 1005 Lausanne.

La Cinémathèque invite aussi 20 personnes à la projection de *Quatre d'entre elles*, le 11 septembre à 18h30.

Tentés? Contactez-nous par e-mail ou téléphone en précisant alors bien qu'il s'agit de cette séance particulière.